

Rapports de comités

Pour avoir un parfait exemple du jargon administratif de ce document, il faut se reporter à la page 74 où figure la réponse du gouvernement à la recommandation du comité selon laquelle le Canada doit user de son droit de vote aux réunions des organismes financiers internationaux pour s'élever contre la violation systématique, flagrante et constante des droits de l'homme. Après une longue tirade, le gouvernement indique qu'il aimerait que le comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur procède à un examen détaillé.

A mon avis, le ministre lui-même nous a laissé tomber et son propre ministère a fait la même chose à son égard, ce qui s'est traduit par cette réponse très rétrograde à ce qui était, et je pense que le ministre en convient, un rapport progressiste du comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada. Les nombreux Canadiens qui ont tant contribué à ce rapport du comité mixte, je suis désolé de le dire, seront extrêmement déçus lorsqu'ils se rendront compte que le ministre et le gouvernement n'ont pas relevé le défi.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

AGRICULTURE—1^{ER} RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Lee Clark (Brandon—Souris): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le premier rapport du comité permanent de l'agriculture.

[Français]

PRÉSENTATION DU 1^{ER} RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE.

M. Jim Edwards (Edmonton—Sud): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le premier rapport du Comité permanent des communications et de la culture, sur les nominations par décret renouvelant le mandat de M. Jean-Claude Delorme comme président de la Société Téléglobe Canada, et nommant MM. Brian G. Armstrong, Tommy D'Errico et Michael K. Power, aux postes d'administrateurs de la Société Radio-Canada. Le Comité considère que les personnes nommées ont les titres, les qualités et les compétences pour exécuter les fonctions aux postes auxquels elles ont été nommées.

[Traduction]

PRÉSENTATION DU RAPPORT DU COMITÉ LÉGISLATIF SUR LE PROJET DE LOI C-17

M. Barry Turner (Ottawa—Carleton): Monsieur le Président, puisqu'il est de bon ton de contrevenir au Règlement, permettez-moi d'ajouter que la fameuse école d'Elmwood est située dans ma circonscription.

[Français]

Monsieur le Président, à titre de président, j'ai l'honneur de présenter le rapport du Comité législatif sur le projet de loi C-17, Loi modifiant et abrogeant la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers et modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, sans modification et ce, dans les deux langues officielles.

(Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet des rapports précités.)

PÉTITIONS

OPPOSITION AU PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BREVETS

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter des pétitions. D'abord de ma circonscription, plusieurs commettants ont signé des pétitions qui disent que les modifications que le gouvernement fédéral veut apporter à la Loi sur les brevets pharmaceutiques—particulièrement les brevets des produits pharmaceutiques génériques—augmenteront le prix des médicaments pour les consommateurs et consommatrices, réduiront sérieusement la possibilité pour nombre de gens d'acheter des médicaments parce qu'ils en ont besoin, affecteront surtout les personnes dont l'état de santé nécessite l'usage continu de médicaments, et que les propositions gouvernementales entraîneront une hausse du coût des régimes d'assurance-santé provinciaux et qu'elles sont un autre bon exemple de concession du gouvernement canadien aux États-Unis dans les négociations pour une entente de libre-échange, au détriment des consommateurs et consommatrices moyens.

[Traduction]

ON DEMANDE L'ABOLITION DE DROITS AFFECTANT L'IMPORTATION DE LIVRES

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, j'ai en main une autre pétition qui émane de plusieurs de mes électeurs et que je vais résumer. Elle a trait aux droits de représailles imposés par le gouvernement sur l'importation de livres anglais. Selon les pétitionnaires, cette mesure a rendu la littérature et l'information moins accessibles aux Canadiens. Ces droits font peu de tort à l'industrie de l'édition des États-Unis, mais ils désavantagent les consommateurs, les éditeurs, les vendeurs et les distributeurs de livres du Canada et l'augmentation du prix des livres met à rude épreuve les programmes et la politique d'acquisition de toutes nos bibliothèques publiques et spécialisées. Les soussignés prient le Parlement d'annuler ces droits qui menacent de causer un tort irréparable à l'industrie canadienne du livre et de compromettre la politique fédérale en matière d'industries culturelles lors des négociations sur le libre-échange.

OPPOSITION À L'ABATTAGE DANS L'ÎLE DEER

M. Ray Skelly (Comox—Powell River): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui pour présenter une pétition au nom de certains citoyens de la Colombie-Britannique qui s'inquiètent du projet de faire de l'abattage dans un secteur autochtone de l'île Deer, située proche du littoral de Port Hardy. L'île appartient aux autochtones depuis des milliers d'années. Il s'agit d'un lieu de sépulture des Indiens et d'une région de grande valeur esthétique et écologique. Les pétitionnaires signalent que si le gouvernement fédéral n'intervient pas rapidement en faveur des Indiens, nous allons en voir à nouveau se faire emprisonner pour avoir défendu des droits de propriété légitimes qui leur sont généralement reconnus.